



HAL
open science

Le dramma giocoso vénézuélien

Hubert Alcaraz

► **To cite this version:**

| Hubert Alcaraz. Le dramma giocoso vénézuélien. 2018, pp.10-11. halshs-02119156

HAL Id: halshs-02119156

<https://shs.hal.science/halshs-02119156v1>

Submitted on 3 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le *dramma giocoso* vénézuélien **Hubert Alcaraz**

Les jours, les semaines, les mois, les années même se suivent, et rien ne change au Venezuela. Nicolás Maduro vient, ainsi, d'être réélu président, le 20 mai, avec 5 823 728 votes, lors d'un scrutin marqué par une très forte abstention et l'appel, immédiat, des candidats défaits à de nouvelles élections qu'ils voudraient, cette fois, dépourvues d'irrégularités. Sur les plus de 20 millions d'électeurs inscrits, se sont seulement 8,6 millions d'entre eux qui se sont déplacés jusqu'aux urnes, produisant un pourcentage de participation parmi les plus bas de l'histoire vénézuélienne. Comme cela était prévisible (*cf.* les livraisons précédentes de *la Lettre ibérique*), c'est Henri Falcón, le quasi unique challenger de Maduro, qui est arrivé deuxième dans cette compétition, réunissant 1 820 552 votes favorables, Javier Bertuccilogró ne rassemblant que 925 042 votes et Reinaldo Quijada 36 614. Les coalitions *Mesa de la Unidad Democrática* et *Frente Amplio* avaient, quant à elles, appelé au boycott pur et simple de ces élections dont la régularité, avant même leur déroulement, paraissait douteuse aux yeux de tous tant le pouvoir en place avait déjà, de manière fort déloyale, usé des leviers dont il disposait pour s'attirer les faveurs de l'électorat. On se souvient, par exemple, de l'organisation, si longtemps demandée, mais si tardive, imprévue et inespérée, d'une campagne de vaccination à quelques jours du premier tour des présidentielles. En outre, les irrégularités, supposées, n'auraient pas manqué, ensuite, de se diversifier, puisqu'elles seraient allées du non-respect du code électoral par le chavisme au pouvoir, à l'achat pur et simple de votes, les électeurs qui se rendaient aux urnes avec le « carnet de la patrie » supportant le candidat chaviste se voyant offrir des coupons alimentaires, voire de l'argent liquide ; on parle même de « vote assisté », les électeurs étant alors « accompagnés » dans l'isoloir par un représentant chaviste. Les adversaires du pouvoir en place insistent donc sur les avantages et les fraudes dont aurait bénéficié Nicolás Maduro, avant et pendant le processus électoral. Les appels à l'abstention ont finalement porté leurs fruits, sans que cela n'émeuve le président réélu qui a immédiatement appelé au dialogue pour faire face à la crise du pays, tout en rejetant fermement le souhait formulé par ses adversaires de la préparation de nouvelles élections.

A l'extérieur, quelques semaines plus tard, c'est l'Organisation des États américains (OEA) qui, le 6 juin lors de son assemblée générale, déclarant irrégulière la réélection de Nicolás Maduro, approuvait, dans le même temps, une résolution ouvrant la voie à la suspension du Venezuela au sein de cet organisme. Cette résolution, promue par quatorze États du « Groupe de Lima » et par le gouvernement des États-Unis, demande que « leur liberté » soit rendue « aux vénézuéliens ». Il ne s'agit pas là du processus de sortie du Venezuela de cette organisation internationale mais d'un accord formel en vue d'y suspendre sa participation, c'est-à-dire de la sanction la plus forte dont dispose cet organisme et dont il n'a fait, en 70 ans d'histoire, application que deux fois, au Honduras et à Cuba. Une telle décision n'est acquise que lorsqu'elle réunit le vote de 24 États, autrement dit des deux tiers des membres de l'OEA.

La crise politique, se déployant à l'intérieur et à l'extérieur du pays, se double d'une crise sociale et économique qui ne cesse d'enfler dans un climat qui continue, lui, encore et toujours de se détériorer, après que le pouvoir a été obligé – dernier épisode en date d'une longue série – de dévaluer la monnaie officielle, le bolivar, de 96 % par rapport au dollar. La mesure s'intègre au sein d'un plan dit de « récupération et d'expansion économique » pour tenter de sortir de la crise. Un dollar américain, qui coûtait 2,49 bolivars, s'échange désormais contre 60, une augmentation de 2 311 % qui permet, selon le pouvoir, d'unifier les taux de change et de mettre fin au marché noir. La mesure a été adoptée à travers une loi votée par l'*Asamblea nacional constituyente*, composée exclusivement de partisans chavistes. L'exode massif, que connaît le pays depuis plusieurs mois déjà, ne s'en est, naturellement, trouvé que réactivé, l'ONU considérant que ce sont au moins 2,3 millions de Vénézuéliens qui ont quitté le pays. Le Pérou, la Colombie, l'Équateur et le Brésil sont devenus les

principales destinations de fuite de Vénézuéliens dans des situations de plus en plus précaires, au point que le 5 septembre, ce sont 11 États d'Amérique latine qui ont officiellement demandé au Venezuela d'accepter leur aide humanitaire. En effet, toutes sortes de trafics et d'exploitations se sont mises en place autour de cet exode de migrants, qui ne peuvent même pas disposer de documents d'identité officiels, compte tenu de la mauvaise volonté du gouvernement vénézuélien et du coût excessif de leur obtention ; dans le même temps, les poussées de xénophobie dans les États voisins qui accueillent ces migrants ne font que se multiplier.

Face à tous ces mouvements et toutes ces manifestations de contestation, le pouvoir vénézuélien a choisi, durant ces derniers mois, de développer une nouvelle méthode d'exercice de la censure : l'attaque numérique et le blocage des portails de contenus multimédia. À côté du contrôle gouvernemental quasi total de la télévision et de la radio et du monopole de l'imprimerie de presse, refusant l'impression de tout écrit ne respectant pas la ligne éditoriale prescrite par le régime, l'univers numérique, en particulier les réseaux sociaux, demeuraient l'unique espace de communication libre. Désormais, c'est de moins en moins le cas puisque la Compagnie anonyme nationale de téléphones du Venezuela (*Compañía Anónima Nacional Teléfonos de Venezuela – CANTV*), société étatique, avec l'aide d'entreprises privées rançonnées, procède à des attaques digitales ciblées des pages web de sites d'information, ou de version numérique de journaux tels que *El Nacional* ou *La Patilla*, bloquant également l'accès à certains réseaux sociaux. Si les élections présidentielles ont été une farce démocratique, la vie des Vénézuéliens n'a, depuis bien longtemps, plus rien d'amusant. HA

MARGE

Nicolás Maduro a été réélu président du Venezuela, le 20 mai 2018

Le 6 juin, l'Organisation des États américains (OEA) déclare la réélection de Nicolás Maduro irrégulière

Le 21 août, le bolivar souverain, monnaie officielle du Venezuela, a été dévalué de 96 % face au dollar

Un kilo de pâtes coûte désormais 2 500 000 bolivars, soit environ 0,38 dollars US

Le 5 septembre, 11 États d'Amérique latine ont officiellement demandé au Venezuela d'accepter leur aide humanitaire